

Défense antimissile

Stefano Silvestri*

(8 avril 2007)

Si les États-Unis peuvent imaginer une défense antimissile efficace de leur territoire, c'est aussi parce que la menace vient de très loin : de l'autre côté de l'Antarctique ou de l'océan Pacifique, ou des antipodes. Malgré tout, l'idée initiale d'une protection complète et multicouche contre toutes sortes d'attaques a été abandonnée en faveur d'une protection beaucoup plus limitée contre des missiles isolés tirés par erreur, ou contre les très petits arsenaux, peu précis et technologiquement rustiques, « d'États voyous » non spécifiés. Le fait que de nombreux doutes importants subsistent quant à l'efficacité et à la fiabilité des systèmes qui seront déployés est une preuve supplémentaire de la complexité et de l'ambiguïté de cette question.

Ces doutes sont renforcés lorsque l'on considère la perspective d'une DAM européenne. L'Europe ne sera certainement jamais en position de se défendre efficacement contre une attaque totale des forces nucléaires russes ou chinoises. En ce qui concerne les autres menaces, elles peuvent provenir d'ennemis bien plus proches de notre territoire que du territoire américain. A moins que le système des moyens terrestres et spatiaux de la DAM ne soit intégralement redessiné pour permettre une détection et une interception bien plus précoces de l'attaque, il est fort improbable que les nations européennes puissent espérer se protéger. Israël est un pays confronté aux mêmes problèmes, qui a en fait développé sa propre DAM autonome. Néanmoins, la confiance que les Israéliens accordent à leur capacité à résister à l'attaque d'un missile déterminé (en particulier un missile emportant des armes de destruction massive) semble très limitée.

* Président de l'Istituto Affari Internazionali, Journaliste, ancien Sous-Secrétaire d'État Italien à la Défense.

Ce texte n'illustre que l'opinion de son auteur, et non celle du gouvernement italien ou d'autres organismes officiels italiens.

Par le passé, lorsque l'Europe était sous la menace des forces nucléaires intermédiaires (FNI) soviétiques, elle n'a pas envisagé de construire des défenses impossibles, mais elle a déployé ce qui fut appelé les Euromissiles, rétablissant efficacement la dissuasion. Cette manœuvre a plutôt réussi, puisqu'elle a conduit à un traité de désarmement très important avec l'URSS, et a peut-être préparé le terrain à l'effondrement du bloc soviétique. La situation actuelle est malheureusement plus complexe, à cause de l'incapacité (ou de la mauvaise volonté ?) apparente de l'OTAN (ou des États-Unis ?) à adapter la dissuasion alliée aux nouvelles menaces. La crédibilité des bombes nucléaires à gravité américaines restant en Europe est limitée¹ et leur rôle dissuasif vis-à-vis de menaces nucléaires de tiers est pour le moins discutable.

Le développement d'une DAM européenne apparaît donc comme une sorte de pis-aller, vu l'absence de solutions plus efficaces et crédibles. Cela est loin d'être satisfaisant.

Par ailleurs, étant donné le scénario actuel de menaces terroristes et de guerres très asymétriques, une concentration excessive d'attention et de ressources en vue de ne contrer qu'une technologie spécifique (le missile balistique) pourrait en fait réorienter nos choix de défense dans la mauvaise direction, augmentant la vulnérabilité générale. Le cas des moyens de défense de théâtre plus limités contre les missiles attaquant est évidemment complètement différent : ceux-ci pourraient et devraient être développés afin d'accroître la sécurité de nos forces (et leur capacité de projection) et de protéger certaines cibles à forte valeur. Les technologies concernées existent déjà, ont été testées, et sont capables de réduire efficacement les menaces probables.

Les Européens devraient également tenir compte d'autres facteurs, en premier lieu les réactions des Russes face au déploiement annoncé d'éléments de la DAM américaine dans des pays anciennement membres du Pacte de Varsovie. Le retrait possible de la Russie du Traité sur les forces nucléaires intermédiaires (*Intermediate Nuclear Forces – INF*) porterait un coup terrible à la sécurité européenne, à la fois du point de vue militaire et politique, et exigerait une révision complète et douloureuse de la position stratégique et des capacités de l'OTAN. Le système de DAM déployé serait incapable de faire face à une nouvelle menace nucléaire tactique de la Russie, et requerrait un processus de réarmement et d'escalade, militairement risqué et politiquement absurde. Entre autres choses, cela compliquerait grandement et anéantirait peut-être la perspective d'une coopération russo-européenne en matière de DAM, afin de contrer la prolifération de missiles et les capacités en armes de destruction massive en Asie. L'idée de déployer d'autres systèmes de DAM dans le Caucase, hors du contrôle de la Russie et sans sa coopération, est

¹ Elles semblent être vulnérables à une première frappe, leur disponibilité est discutable, leur capacité à pénétrer les défenses ennemies et à atteindre l'objectif est loin d'être sûre, leur rayon d'action pourrait être insuffisant, etc.

plus onéreuse, moins crédible, et augmenterait la probabilité d'une escalade russe.

Ou bien, pour contrer les nouvelles menaces sans une nouvelle doctrine nucléaire de l'OTAN, les Européens pourraient essayer de développer une sorte de doctrine européenne de dissuasion étendue, basée sur les forces nucléaires françaises et britanniques existantes, en s'appuyant sur les conseils doctrinaux énoncés par le président Jacques Chirac lors de discours récents². Ce qui est particulièrement significatif, c'est que le président Chirac semble envisager la possibilité de cibler le cas échéant des objectifs politiques à forte valeur (tels que les dirigeants politiques des « États voyous »), tentant ainsi d'adapter la dissuasion nucléaire aux circonstances asymétriques. Un tel développement européen commun serait cependant assez difficile à concrétiser et à énoncer, et pourrait semer la discorde parmi les Européens et avec les Américains.

En attendant, l'OTAN développe sa propre DAM. Il est ressorti du dernier sommet de l'OTAN à Riga que le développement du système de défense active multicouche contre les missiles balistiques de théâtre devrait prendre encore cinq ans : un avenir pas suffisamment lointain pour justifier d'autres manœuvres spectaculaires telles que le déploiement contesté de la DAM américaine, en particulier dans la mesure où la menace des missiles sur l'Europe est toujours assez restreinte (presque inexistante, si l'on exclut les forces russes et chinoises), et le restera encore durant de nombreuses années.

Il est difficile de dire si le système de l'OTAN serait plus crédible que le système américain. Sur le plan technique, on peut en douter. Il présenterait toutefois l'avantage évident d'avoir été développé pour la défense du continent européen, et non du continent nord-américain, et donc d'être, du moins en principe, plus adapté aux priorités et aux problèmes spécifiquement européens. En particulier, il pourrait être politiquement conçu pour atténuer les craintes des Russes, et peut-être favoriser la coopération entre la Russie et l'OTAN.

Deux problèmes majeurs demeurent. Le premier est l'argent : il est très improbable que les Européens mobilisent des ressources supplémentaires importantes pour financer le déploiement d'un tel système, et qu'ils le fassent, au contraire, aux dépens d'autres priorités militaires, peut-être plus urgentes et essentielles. Deuxièmement, il me semble que ce projet n'est pas pleinement intégré aux autres développements de capacités européens (tels que les satellites d'observation militaire, Galileo, GMES, etc.), simplement parce qu'ils ont lieu sur un plan national ou dans l'UE au lieu de l'OTAN.

² Le 19 janvier 2006, M. Chirac a déclaré que les dirigeants d'États qui « auraient recours à des moyens terroristes contre nous, tout comme ceux qui envisageraient d'utiliser, d'une manière ou d'une autre, des armes de destruction massive, doivent comprendre qu'ils s'exposent à une réponse ferme et adaptée de notre part ».

Le Secrétaire général de l'OTAN a remarqué que la DAM américaine ne protégerait pas tous les États membres de la même manière, et a proposé le déploiement d'autres moyens afin de compléter le « bouclier ». Cela est peut-être vrai, mais c'est certainement loin d'être la seule question que l'OTAN devrait essayer d'examiner et de résoudre. De nombreux autres problèmes devraient être étudiés par l'Alliance ou, si cela apparaissait impossible, par l'UE. Une première liste de questions a été publiée dans l'*International Herald Tribune* par deux analystes de la RAND Corporation³ : ils se sont penchés sur le calendrier, la technologie, l'utilité de cette DAM, ainsi que d'autres points moins évidents, tels que les dispositions liées aux systèmes à double clé. Il faudrait également considérer les rapports techniques et opérationnels entre les systèmes de DAM américain et de l'OTAN. Un point devrait être clarifié dès que possible : n'est-il pas excessif de financer deux projets distincts, pour contrer une menace aussi restreinte et éloignée ? N'y a-t-il pas de priorités plus urgentes ? Ne serait-il pas sensé de réexaminer la question, ne serait-ce que pour rechercher de possibles économies d'échelle ?

Plus généralement, nous, Européens, devrions commencer à poser des questions quant à l'avenir de la dissuasion, et à la qualité et au rôle des armes nucléaires américaines encore déployées en Europe. Nous pourrions avoir besoin d'elles dans le futur, ou nous pourrions ne pas en avoir besoin, mais dans tous les cas, nous devrions considérer des technologies et des capacités différentes.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

³ E. Stephen Larrabee et David E. Mosher, « Avoiding a crisis in Europe » (« Éviter une crise en Europe »), *IHT*, 30 mars 2007, p. 7.